

DREAL-PDL-Unité interdépartementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon
49183 Saint Barthélemy d'Anjou
Mél :

St Barthélemy d'Anjou, le 15 Mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GSM

Carrière de Ségrie
Le Chatelet
72170 Ségrie

Références : 2023-116-INSP-RAP-NG-GSM-SEGRIE
Code AIOT : 0006300692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement GSM implanté Carrière de Ségrie Le Chatelet 72170 Ségrie. L'inspection a été annoncée le 02/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été conduite dans le cadre d'un signalement par l'OFB de pollution de l'eau au niveau du ruisseau appelé "Le souci".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- Carrière de Ségrie Le Chatelet 72170 Ségrie
- Code AIOT : 0006300692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la Carrière de Châtelet à Ségrie est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07-4127 du 17 août 2007. Celui-ci est complété de l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2018-0447 du 15 octobre 2018 ainsi que l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT 2019-0134 du 24 juin 2019 autorisant le changement d'exploitant. La production maximum autorisée est de 400 000 tonnes/an avec une production moyenne de 300 000 t/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de l'eau
- Phasage d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eaux de ruissellement, eaux de traitement des matériaux	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.3	/	Sans objet
2	Suivi qualitatif des rejets	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4	/	Sans objet
3	conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4.2	/	Sans objet
4	fréquence des mesures	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4.3	/	Sans objet
6	6 Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.6	/	Sans objet
8	Sécurité du public	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 20.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Suivi du ruisseau du « Gué Pierre »	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les eaux rejetées au milieu naturel proviennent du dernier bassin de décantation appelé bassin n°5. Ce bassin n'a jamais été curé rendant potentiellement un débordement possible. Il convient de réaliser l'entretien des bassins de décantation de manière à prévenir tous risques de pollution du milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de ruissellement, eaux de traitement des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement de la carrière et les eaux de traitement des matériaux sont collectées et dirigées par l'intermédiaire de fossés vers les bassins de décantation. Ces eaux sont recyclées pour être utilisées dans les installations industrielles de la carrière. Les seules eaux restituées au milieu extérieur sont celles issues du bassin de décantation B5. Le circuit de collecte est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.
Constats : L'Office Français de la Biodiversité a appelé l'attention de l'inspection des installations classées, le 4 février 2023, sur un constat de pollution dans le ruisseau du souci à proximité de la carrière de Chatelet à Ségrie (72). La visite d'inspection conduite le 4 avril 2023 de manière conjointe avec les agents de l'OFB 72 a donc été réalisée dans le cadre de ce signalement. L'exploitant, avait transmis en amont de la visite, ses résultats de suivi des eaux superficielles réalisés le 8 février 2023 après requête de l'inspection (rejet et ruisseau). Les résultats transmis ne mettent pas en évidence de non conformité par rapport aux seuils réglementaires fixés à l'article 18. 2.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Sur site, il est constaté que la carrière dispose de 7 bassins au total pour gérer les eaux du site : Les bassins 1, 2 et 3 sont des bassins de décantation recevant les eaux canalisées de la carrière. Le 4ème bassin est occupé par les eaux claires (eaux décantées des 3 premiers bassins en série). Il arrive que le 5ème bassin reçoive directement les eaux de pompage de la carrière ayant transité préalablement par 2 bassins de fond de fouilles. Les eaux rejetées au milieu naturel proviennent du bassin n°5. Le bassin n°5 n'a jamais été curé. Il est possible que le fond de celui-ci soit colmaté et que la disponibilité d'accueil en eaux s'en trouve minorée. Les eaux arrivant directement dans ce bassin n'ont transité que par les 2 bassins de fond de fouille avant rejet. Le dimensionnement de ces bassins est à justifier afin de démontrer la décantation suffisante avant rejet au milieu naturel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Suivi qualitatif des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Débit inférieur à 60 m³/h ;- PH compris entre 5,5 et 8,5 ;- Température inférieure à 30 °C ;- Matières en suspension totales (MEST) inférieures à 30 mg/l Norme NF EN 872 ;- Demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l Norme NFT 90 101 ;- Hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l Norme NFT 90 114. <p>Ces valeurs doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.</p> <p>En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de surveillance transmis en amont de la visite ne montrent pas de dépassement des seuils réglementaires.</p> <p>Les comptes-rendus des résultats de suivis des eaux réalisés le 25 novembre 2022 et 3 juin 2022 remis lors de la visite indiquent que l'ensemble des résultats sont conformes.</p> <p>Le bureau SYPAC ayant réalisé les prélèvements utilise comme référence l'arrêté préfectoral du 17 août 2007 ainsi que l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p> <p>Les valeurs de référence indiquées paraissent erronées par rapport à celles mentionnées à l'article 23.4.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2007 ainsi que par rapport aux valeurs seuils indiquées à l'article 18.2.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p> <p>Les valeurs de référence indiquées pour les paramètres MES, DCO et Hydrocarbures sont les suivantes : MES <60 mg/l, DCO < à 250 mg/l, indice hydrocarbures < 20 mg/l.</p> <p>Les valeurs limites de référence de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 reprises dans l'arrêté préfectoral du 17 août 2007 sont les suivantes :</p> <p>MES < 30mg/l, DCO < 125 mg/l et indice hydrocarbures < 10 mg/l.</p> <p>Les résultats montrent un dépassement du seuil en ce qui concerne le paramètre MES lors du prélèvement réalisé le 25 novembre 2022 avec un résultat noté à 59 mg/l au niveau du point de contrôle appelé bassin des eaux de ruissellement.</p> <p>Il convient de veiller à l'exactitude du référentiel utilisé lors des commandes de contrôles de rejets aqueux aux bureaux d'études.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'émissaire de rejet des eaux est équipé d'une vanne manuelle, d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement d'échantillons implantés de manière représentative vis à vis de l'écoulement et aisément accessibles. Les coordonnées du point de rejet sont : x = 426,22 km, y = 2359,58 km. Le volume des rejets aqueux est mesuré en continu par un dispositif enregistreur totalisateur
Constats : La sortie du bassin n°5 est équipée d'une vanne manuelle, d'un canal de mesure du débit et d'un enregistreur totalisateur du volume des rejets aqueux. Lors de la visite, le dispositif de mesure de débit n'était pas opérationnel, les informations relatives au débit rejeté ne s'affichaient pas sur le dispositif totaliseur. Le dispositif totaliseur de volume d'eau rejeté fonctionne lors de la visite. Un essai a été réalisé en faisant fonctionner la pompe permettant la remontée des eaux des bassins de fond de fouille vers le bassin n°5. Il convient de s'assurer, en permanence, du fonctionnement correct des dispositifs de contrôles des eaux rejetées au milieu naturel.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : fréquence des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de procéder, ou de faire procéder, à un contrôle des eaux rejetées. Les contrôles sont réalisés sur un échantillon moyen représentatif d'une journée, prélevé par un dispositif asservi au débit instantané. Les eaux en sortie du bassin B5 font l'objet d'un contrôle au moins 2 fois par an. Ce bassin est curé périodiquement et les boues extraites sont évacuées. L'analyse doit porter sur les paramètres suivants de manière trimestrielle pour le PH, les M.E.S.T et la D.C.O. Elle doit être semestrielle pour la température et les Hydrocarbures
Constats : Les contrôles de rejet au milieu naturel sont effectués. Les résultats de 2022 ont été remis à l'inspection lors de la visite d'inspection. Le bassin n°5 n'a jamais été curé. Il est rappelé à l'exploitant son obligation de veiller au bon entretien des bassins de décantation. Il y a lieu d'effectuer l'entretien du bassin n°5 tel que prescrit par l'article 23.4.3 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2007.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi du ruisseau du « Gué Pierre »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors des campagnes bi-annuelles réalisées par l'organisme agréé, ce dernier procède également à deux prélèvements dans le ruisseau du « Gué Pierre » en amont et en aval du rejet de la carrière afin de déterminer l'impact des eaux rejetées. Les paramètres examinés sont ceux cités précédemment. Les résultats sont archivés pendant au moins cinq ans sur un registre et mis à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'impact constaté, les résultats sont transmis sans délai par l'exploitant à l'inspection des installations classées accompagnés de ses commentaires et propositions de mesures compensatoires.
Constats : Les prélèvements au niveau du ruisseau Gué Pierre amont et aval sont réalisés lors des contrôles biannuels des eaux en sortie de bassin n°5.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : 6 Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 23.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi de la hauteur piézométrique des puits et piézomètres recensés existants autour du site sera réalisé par l'exploitant 2 fois par an, en périodes de basses et hautes eaux. En cas de baisse de niveau anormale constatée, le résultat de ce suivi est transmis sans délai par l'exploitant à l'inspection des installations classées accompagné de ses commentaires et propositions de mesures compensatoires.
Constats : Le suivi piézométrique est réalisé lors des contrôles biannuels des rejets aqueux. 4 piézomètres sont suivis. L'évolution du niveau piézométrique est reportée sur les rapports de suivi. Ce rapport montre que le piézomètre n°1 est à sec depuis plusieurs années (environs 2010). Le Pz 4 est à sec depuis 2020. Le remplacement de ces piézomètres est en cours. Il y a lieu d'informer l'inspection ainsi que les services de l'Etat en charge de la police de l'eau (DDT) quant aux procédures suivies dans le cadre de ces travaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 8
Thème(s) : Situation administrative, phasage d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout projet de modification, extension ou transformation notable de ces installations doit, avant réalisation, être porté à la connaissance du préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires. Toute modification doit être mise à profit pour intégrer les principes d'exploitation rappelés ci-dessus.
Constats : Le phasage acté par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2018 n'a pas été mis en œuvre. L'exploitant a déposé un porter à connaissance le 9 novembre 2021 à l'effet de formuler une demande de modification des conditions d'exploiter la carrière de SEGRIE. L'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2018 a acté le fait qu'une grande partie de la faille traversant le gisement est laissée en place mais qu'une partie de celle-ci est retirée pour permettre l'accès au gisement à la pointe Est du site. Le porter à connaissance mentionne le fait qu'il a finalement été possible d'exploiter partiellement la faille permettant de revenir à la situation initialement prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 août 2007. L'exploitant a ainsi joint un nouveau plan de phasage à son porter à connaissance. Il justifie également que ces modifications n'engendrent pas d'autres incidences sur l'environnement et qu'il permet de conserver les garanties financières prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 août 2018. Le porter à connaissance conclut que les modifications envisagées n'entrent pas dans les critères d'une modification substantielle. Cette modification nécessite néanmoins d'être encadrée. Un rapport séparé accompagné d'un projet d'un arrêté préfectoral complémentaire seront proposés ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/08/2007, article 20.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. La carrière sera ouverte de 7h à 19h. L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, sur le ou les chemins d'accès au abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Le présent alinéa est applicable pour la zone occupée par les bassins de décantation et d'eaux claires.
Constats : La zone des bassins de décantation est fermée par un portail cadénassé. Dans sa partie Est, une clôture est en place pour séparer cette zone d'un champ de culture. L'accès aux bassins est ainsi possible en passant à travers la clôture. Afin de sécuriser totalement la zone des bassins, une fermeture par grillage apparaîtrait plus efficace. Les panneaux d'interdiction d'accès sont en place.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet